

**Elections régionales :
une sanction d'une politique
aux ordres du Medef**

La droite gouvernementale vient d'être lourdement sanctionnée. Cette débâcle trouve ses sources dans la politique ultra-libérale menée depuis deux ans. Remise en cause du système de retraite, fiscalité de plus en plus favorable aux entreprises et aux actionnaires, attaques contre les services publics, diminution des droits des chômeurs et des intermittents du spectacle, Education nationale agressée, chercheurs vilipendés, laisser faire face à la montée du chômage et à la multiplication des licenciements, la politique du gouvernement a totalement correspondu aux desiderata du patronat. Cette politique économique et sociale ultra-libérale s'est accompagnée d'orientations sécuritaires, de remises en cause des libertés démocratiques dont la loi Perben 2 est l'illustration la plus flagrante. C'est cette politique arrogante, antidémocratique, aux ordres du Medef, que les électeurs ont massivement rejetée.

Le gouvernement va-t-il entendre le message des urnes et mettre au placard les contre-réformes annoncées, que ce soit sur l'assurance-maladie, la privatisation d'EDF/GDF ou la destruction des protections des salariés contenue dans le droit du travail ? Les premières déclarations des responsables gouvernementaux laissent entendre qu'ils continueront dans la même voie, leur écrasante défaite n'étant, selon eux, explicable que par un défaut de pédagogie. Ce mépris des électeurs, cette arrogance condescendante, doivent trouver la réponse qui s'impose, la mobilisation sociale.

Pour l'Union syndicale G10 Solidaires, cette défaite de la droite est un formidable encouragement pour les mobilisations populaires. Celles-ci doivent répondre à l'obstination d'une droite qui ne veut rien savoir. Il s'agit maintenant pour les salariés de faire entendre leur exigence d'une politique radicalement différente, tournée vers l'emploi, la réduction des inégalités sociales et la consolidation des droits du travail et de la protection sociale. Il s'agit pour le mouvement syndical d'être à la hauteur de la situation en proposant unitairement un plan de mobilisation sociale pour imposer d'autres choix économiques et sociaux.

Le 29 mars 2004